

De l'incomplétude de l'économie

Lecture économique et critique de l'encyclique papale «Caritas in Veritate» de Benoît XVI.

Paul H. Dembinski*

«There is no free lunch» - c'est à cette affirmation que se résume l'enseignement central de tout manuel d'économie ou de management contemporain qui se veut tant soit peu sérieux. C'est dire qu'il y a pas de place pour la gratuité ni dans la pratique, ni dans la pensée économique contemporaine. Or, le statut épistémologique de cette affirmation est ambigu: s'agit-il d'une affirmation «positive» selon laquelle il n'y aurait pas de «free lunch» ou bien d'une exhortation «normative», d'une règle de comportement: il ne devrait pas y en avoir, voire encore des deux à la fois? La pratique et la théorie économiques reposent sur le même postulat: rien n'est gratuit, tout se paie. Il en découle une recommandation politique: si des poches de gratuité subsistent, elles devraient être éradiquées au nom d'un gain d'efficacité que leur remplacement par la transaction marchande permettra de dégager. Ainsi, l'idéal économique, qui pendant les dernières décennies a nourri l'idéal politique, est celui des marchés dits «complets», c'est-à-dire d'une situation où un marché existe pour tout et pour son contraire. Dans un tel contexte, l'efficacité économique est à son comble puisque l'individu - parfaitement égoïste et donc parfaitement solitaire – communique avec ses congénères exclusivement à l'aide des prix et des quantités. La construction intellectuelle de la société, voire de la civilisation de marché repose donc sur une vision anthropologique forte – connue sous le nom de code «d'homo oeconomicus». Cette pierre angulaire de la théorie micro-économique contemporaine a été posée par Vilfredo Pareto sur les bords du Léman, entre Céligny et Lausanne, où il vécut au début du XXe siècle. Sous la plume de Pareto il ne s'agissait que d'un exercice de style. Or, depuis une vingtaine d'années, la rationalité foncièrement égoïste de l'homo oeconomicus, totalement dénuée d'états d'âme éthiques a servi de liant au grand projet théorique (à la fois positif et normatif) qui consistait à ancrer dans la nature humaine les fondements de la macro-économie. Ce projet est fortement mis en question par la crise actuelle. Le marché complet et l'homo oeconomicus suffisent à camper un idéal de civilisation entièrement et exclusivement économique où les égoïsmes mis en concurrence par le marché suffisent à résoudre, au moyen des transactions d'échange, tous les problèmes et tous les conflits. Un idéal de l'intégrisme économique qui peut facilement – si ce n'est déjà fait - dégénérer en idéologie.

L'encyclique «Caritas in Veritate» que le pape Benoît XVI a rendue publique début juillet, réfute point par point, à la fois l'idéologie economiciste et la pratique qui pourrait en découler. «There ought to be free lunches» semble dire le pape. Il en est ainsi parce que la nature humaine s'épanouit et atteint sa plénitude dans la gratuité et dans un rapport généreux aux autres. Experte en humanité, l'Eglise catholique, du haut de son Magistère propose donc une lecture de la nature humaine diamétralement opposée à celle de l'homo oeconomicus. La charité (Caritas) ne saurait avoir d'autre fondement ni d'autre justification que la vérité (Veritas) de la nature humaine. Si la pratique et la pensée économiques ont plutôt tendance à se poser aujourd'hui en centres de la vie sociale et individuelle, Benoît XVI souligne, au contraire, leur incomplétude et leur assène une leçon d'humilité. L'économie et la finance ne sont au mieux que moyens alors que le véritable enjeu porte sur les finalités. L'économie doit ainsi servir et non présider aux destins de l'humanité.

Si l'encyclique reconnaît explicitement l'importance de l'échange équivalent, du contrat, du profit et des institutions qui les gouvernent comme le marché et l'entreprise, elle est avant tout un appel à leur dépassement. Ce sont des conditions nécessaires, mais pas suffisantes, pour permettre à tout homme et à tous les hommes d'accomplir leur vocation au développement intégral. Il ne s'agit pas de légiférer ou d'agir par la voie de régulations macro-politiques, qui ont déjà beaucoup de peine à garantir un minimum de justice, mais de reconfigurer en profondeur l'agir des acteurs économiques. «L'importance de cet objectif (réalisation d'une authentique fraternité humaine) est telle qu'elle exige que nous la comprenions pleinement et que nous nous mobilisions concrètement avec le cœur «pour faire évoluer les processus économiques et sociaux vers des formes pleinement humaines.» (§ 20)

Annoncée, et attendue, comme un texte sur la crise économique, l'encyclique évite de rentrer dans un débat technique; si elle évoque la crise, il s'agirait plus d'une crise de civilisation, que de la crise économique.

Au cœur du diagnostic, il y a le non- et le mal-développement de l'homme contemporain, situation qui ne se résume point à la seule dimension matérielle, et qui ne se limite pas aux pays dits «en voie de développement». La crise actuelle est ainsi «une occasion de discernement qui met en capacité d'élaborer de nouveaux projets». Tout au long du texte (près de 100 pages), Benoît XVI insiste sur le double renouvellement nécessaire pour sortir de la crise par le haut, celui de la pensée où le besoin d'une «nouvelle synthèse humaniste» est criant et celui de l'action pratique où de nouvelles formes sont à expérimenter et à mettre en œuvre.

Le double renouvellement exige que la vérité de l'homme ne soit jamais perdue de vue, que jamais des abstractions telles que la structure, la technique, le progrès, la croissance, le profit ou le marché n'aient raison de l'homme dans son individualité et dans son caractère unique. Comment articuler l'aspiration généreuse à cet «humanisme intégral» avec l'action quotidienne. C'est probablement là que se trouve le point faible, et aussi l'exigence fondamentale, de l'encyclique: il n'y a pas de recettes à effet de levier, il n'y a pas de «il n'y a qu'à», ni de «il faut que» techniques et impersonnels. La seule piste praticable proposée par Benoît XVI est que tous agissent, ou plus réalistement, que chacun commence à agir sans attendre les autres. En faisant quoi? En mettant du don et de la gratuité dans l'économie, c'est-à-dire en dépassant la stricte (et stérile) équivalence de l'échange pour y inscrire un surplus, une dimension de don. Un surplus, qui est un surcroît (comme dans une mesure bien pleine), porteur de fécondité, nécessaire au développement de la solidarité vécue. Mais comment? Cela reste à inventer, à expérimenter, à redécouvrir. Des pistes sont proposées: la relation ouverte sur l'avenir et sur l'autre devrait permettre de desserrer l'étau de l'échange strictement équivalent et de remplacer progressivement la transaction anonyme et instantanée; l'autonomie et la responsabilité, une autre piste, ce qui implique des organisations à taille humaine. Le «small is beautiful» est un leitmotiv discret de l'encyclique, comme l'est d'ailleurs l'espoir qu'au travers d'un cercle vertueux, les entreprises «normales» seront gagnées par l'exemplarité de ces pratiques encore marginales de la micro-finance, de l'économie solidaire ou de l'économie de la communion dans lesquelles le don et la générosité jouent un rôle central.

L'encyclique ne propose pas d'alternatives, ni de troisième voie. Elle assume pleinement l'héritage des 120 ans de l'enseignement social, tout en le mettant au diapason des réalités actuelles. Elle marque une certaine défiance par rapport aux possibilités du politique – désarçonné actuellement par l'ampleur de la mondialisation économique – et met l'accent sur la responsabilité directe des acteurs économiques et financiers. C'est ainsi que l'encyclique rappelle un horizon idéal que l'humanité ne pourra jamais atteindre, mais qu'elle ne doit pas quitter des yeux au risque de perdre son âme. En effet, la nature humaine est blessée et reste déchirée entre le «le bien qu'elle veut» et le «mal qu'elle fait» selon la formule de Saint Paul.

En un mot: «Caritas in Veritate» est une belle pierre dans le jardin de la pensée et de la pratique économiques. Le pape exhorte ses lecteurs à porter un regard neuf sur leurs postulats de base et à adapter leurs comportements en conséquence. (PHB)

***Directeur de l'Observatoire**

de la Finance, Genève